

Mairie de
Saint-Chinian



AP 034 245 24 00001 déposé le 21/06/2024	
Pétitionnaire :	Madame MARCHAND SOULIE Séverine 15 Rue du Four Grand. 34360 SAINT-CHINIAN
Propriétaire :	DISTILLI Adrien
Sur un bâtiment sis à :	3 Avenue Raoul Bayou 34360 SAINT-CHINIAN
Objet de la demande :	Remplacement d'enseigne
Parcelle(s) :	AC 3
Surface :	60 m²

**ARRETE DE NON OPPOSITION A L'AUTORISATION PREALABLE
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

Arrêté n°AMURB 2024-120

Le Maire de la commune de Saint-Chinian

Vu la loi n°79-1150 du 29 décembre 1979 modifiée relative à la publicité, aux enseignes et aux préenseignes et l'ensemble des décrets d'application ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement (ENE) dite « grenelle 2 » ;

Vu la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets dite loi « Climat et résilience » ;

Vu la loi n°2023-1322 du 29 décembre 2023 de finances pour 2024 ;

Vu le décret n°2023-1409 du 29 décembre 2023 portant modification de diverses dispositions du code de l'environnement relatives à la publicité, aux enseignes, aux préenseignes et aux paysages ;

Vu les articles L581-1 à L581-3-1 et R581-9 à R581-21-1 du code de l'environnement ;

Vu les articles L.130-4, R 130-5 et R 418-1 et suivants du code de la route ;

Vu la demande d'autorisation préalable en date du 21/06/2024 n° AP 034 245 24 0001 ;

Vu l'avis favorable de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 22 Juillet 2024, annexé au présent arrêté ;

Considérant que le projet est conforme au règlement national de publicité ;

ARRETE

Article 1 :

La présente autorisation préalable fait l'objet d'une décision de **NON OPPOSITION.**

Article 2 :

Le présent arrêté peut être contesté par voie de recours gracieux auprès de Madame le Maire ou par voie de recours contentieux devant le tribunal administratif de MONTPELLIER dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision est intervenue.

Article 3 :

Madame la Secrétaire Générale des Services, Monsieur le chef de la police municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pétitionnaire à l'origine de la demande susvisée.

Saint-Chinian, le 25/07/2024

Le Maire,

Catherine COMBES



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.